



Le SICTAME vous informe

www.sictame-unsatotal.org



Qui veut casser le SICTAME ?

Ce n'est certainement pas la Cour de cassation qui, dans son arrêt du 30 mars 2010, **donne raison et ... justice au SICTAME**, dans une affaire l'opposant à Total ainsi qu'aux 5 syndicats confédérés.

Cet arrêt de la plus haute juridiction est un **nouvel épisode dans la longue lutte du SICTAME**, depuis plusieurs années, **pour faire émerger un dialogue social respectueux** du personnel et de ses représentants.

Une mise en perspective peut aider à mieux comprendre cet épisode :

- en novembre 2002, le SICTAME se désaffilie de la CFE-CGC pour pouvoir défendre sa conception du dialogue social et poursuivre sa pratique syndicale basée sur la démocratie, la transparence et l'écoute.
- en décembre 2002, la Direction de Total, appuyée par la CFE-CGC, saisit les tribunaux pour empêcher le SICTAME de se présenter aux élections dans la nouvelle UES Amont, au prétexte que, ayant quitté la CFE-CGC, il ne serait plus représentatif. Total est débouté et condamné.
- janvier et mars 2003, le SICTAME arrive en tête des élections dans l'UES Amont.

Depuis, il n'a cessé de progresser à chaque élection, pour atteindre 38,2 % des suffrages exprimés en 2007 : 1^{er} chez les Cadres avec 45,5 % des voix et 1^{er} chez les OETAM avec 26,8 % des voix.

Il ne tient qu'à vous que ce mouvement se poursuive le 6 mai prochain, d'autant que le SICTAME est toujours la cible de tracasseries et de manœuvres visant à l'écarter de certaines instances (MIP, Conseils de surveillance, Comités de groupe et européen). Votre soutien reste plus que jamais nécessaire.

Dès 2003, mais surtout à partir de 2004, par l'artifice d'un avenant à l'accord 'Coordinations syndicales' signé par tous les autres syndicats, la Direction instaure un système de 'négociation de groupe', qui lui permet d'évincer le SICTAME de la plupart des négociations.

C'est ainsi que le SICTAME, qui avait participé en 2003 aux négociations sur l'intéressement et la participation ainsi qu'à celle sur la Complémentaire santé, est écarté des négociations ultérieures.

La Direction développe une **stratégie de mise à l'écart et de confinement du SICTAME**, afin que les salariés considèrent ce syndicat comme inutile et détournent leurs votes vers les 'syndicats utiles'.

Bien qu'exclu, le SICTAME n'en continue pas moins de peser dans la négociation par ses tracts et sa communication auprès du personnel, dont la Direction et les autres syndicats doivent bien tenir compte.

Il faudra attendre fin 2008 pour que cet accord inique, qui en rajoutait à la loi, tombe. **La loi d'août 2008 ne permet plus d'évincer le SICTAME, qui est à nouveau associé à la négociation au niveau Pétrole.**

Dans l'intervalle, pour que cette stratégie d'exclusion réussisse, il fallait aussi empêcher que ne soit établie, par d'autres voies, la représentativité du SICTAME au niveau Pétrole ou au niveau Groupe. C'est pourquoi :

- le Comité de branche Pétrole n'est pas mis en place, à la différence du Comité de branche Chimie ;
- **un accord de renouvellement du Comité de Groupe est négocié en 2004 (sans le SICTAME)** ; mais le renouvellement ne se fait pas pour éviter que le SICTAME n'entre au Comité de Groupe. Celui-ci est prorogé à 4 reprises de 6 mois en 6 mois, jusqu'en 2006. La Direction espère que le nombre d'élus du SICTAME baissera en dessous du seuil qui lui permet d'entrer au Comité de groupe, mais comme ceci ne se produit pas, elle imagine une solution qui est de réduire de 30 à 14 la composante élue du Comité de groupe, tout en maintenant à 15 la composante désignée par les Coordinateurs des 5 autres syndicats.

Or, le Code du travail prévoit que **le comité de groupe est constitué par accord des parties intéressées** (art. L 2333-5) et que les représentants du personnel sont désignés par les organisations syndicales parmi leurs élus aux comités d'entreprise ou d'établissement (art. L. 2333-2), la répartition des sièges entre syndicats se faisant proportionnellement au nombre d'élus qu'ils ont obtenus, selon la règle de la représentation proportionnelle au plus fort reste (art. L. 2333-4). **Le SICTAME devait donc être invité à la négociation.**

La négociation se fit sans lui, et on lui fit croire que celle-ci était à venir alors qu'elle avait déjà eu lieu.

C'est pourquoi le SICTAME porta l'affaire en justice. Il se trouva confronté à Total, qui prétendit que la loi Fillon instaurant la négociation de groupe avait changé la donne et s'appliquait aussi aux accords relatifs au Comité de Groupe et que le SICTAME, n'étant pas représentatif au niveau du Groupe, n'avait pas à être invité à la négociation. Les 5 autres syndicats se constituèrent dans cette affaire (ils n'y étaient aucunement tenus) et s'alignèrent sur la position de Total en demandant aussi la condamnation du SICTAME.

Par jugement du 8 juin 2007, le TGI donna raison à Total et aux 5 syndicats, inversant ainsi la jurisprudence et condamnant, de plus, le SICTAME à verser plusieurs milliers d'euros aux parties adverses.¹

Pour éviter le paiement de ces sommes (l'appel est suspensif) et convaincu de son bon droit, le SICTAME fit appel du jugement. Or le 2 octobre 2008, la cour d'appel confirma le jugement de 1^{ère} instance et condamna sévèrement le SICTAME, avec de lourdes sommes à payer aux parties adverses (en tout, plusieurs dizaines de milliers d'euros à payer à Total et à dix autres parties représentant les syndicats, fédérations et confédérations).

La volonté de casser financièrement le SICTAME apparut clairement ici, car tous les syndicats, suivis de Total, s'empressèrent d'exiger le paiement des sommes auxquelles le SICTAME avait été condamné (alors que cela aurait dû rester une affaire entre Total et le SICTAME). Certains espéraient la banqueroute du SICTAME, elle ne vint pas, le SICTAME a les reins solides ; il le doit à son histoire et à ses nombreux adhérents.

Toujours convaincu de son bon droit, le SICTAME se pourvut en cassation. Ce 30 mars 2010, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la cour d'appel du 2 octobre 2008 et a condamné Total. L'ensemble des parties qui ont exigé le paiement des sommes auxquelles le SICTAME fut condamné par la cour d'appel devront les rembourser au SICTAME. Espérons qu'elles le feront aussi promptement qu'elles les ont réclamées !

Ci-dessous, extrait de l'arrêt de la Cour de cassation, chambre sociale (arrêt n° 682 FS-P+B)

Vu les articles L. 2333-2, L. 2333-4 et L. 2333-5 du code du travail ;

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que, le 15 septembre 2004, a été conclu au sein du groupe Total un accord relatif au renouvellement et au fonctionnement du comité de groupe sans que, malgré sa demande, le Syndicat des ingénieurs, cadres techniciens, agents de maîtrise et employés (SICTAME) ait été invité à sa négociation ;

Attendu que pour débouter le SICTAME de sa demande d'annulation de l'accord du 15 septembre 2004, l'arrêt retient que, par application des dispositions de l'article L. 132-19-1 du code du travail relatif aux accords de groupe et résultant de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004, l'accord litigieux ne pouvait être conclu que par des organisations syndicales de salariés représentatives dans le groupe ou dans l'ensemble des entreprises concernées et que le SICTAME ne démontrant pas être représentatif dans ces périmètres, il n'avait pas à être invité à la négociation de l'accord ;

Attendu cependant que les dispositions de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relatives aux accords conclus au sein d'un groupe qui ont pour objet de définir les garanties sociales des salariés de ce groupe, n'ont pas modifié celles concernant les accords relatifs au comité de groupe lesquelles n'exigent pas une représentativité dans l'ensemble du groupe ou dans l'ensemble des entreprises concernées ; qu'au contraire, le droit de désigner des représentants à ce comité étant reconnu, en son principe, à toute organisation syndicale ayant obtenu des élus dans l'un au moins des comités d'entreprise ou d'établissement dépendant du groupe, il en résulte que ces organisations doivent être invitées à participer à la négociation de tout accord concernant le fonctionnement du comité de groupe ;

Qu'en statuant comme elle a fait, la cour d'appel a violé les textes susvisés ;

PAR CES MOTIFS

CASSE ET ANNULE, dans toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 2 octobre 2008, entre les parties, par la cour d'appel de Versailles ; remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de Versailles, autrement composée ;

Condamne la société Total aux dépens

Vu l'article 700 du code de procédure civile, condamne la société Total à payer au SICTAME la somme de 2 500 euros ;

Le 6 mai, soutenez le SICTAME : VOTEZ SICTAME - UNSA !

¹ On rappellera que la CFDT crut bon de prévenir le personnel de ce jugement du 8 juin 2007. Dans un tract diffusé le 25 juin 2007, veille du second tour des élections de l'UES Amont, elle titre et écrit : « *Info de dernière minute : Un coup dur pour le Sictame ! le jugement vient de tomber et il est sans appel. Les salariés du Groupe doivent savoir que les représentants élus du Sictame ne peuvent défendre leurs intérêts au Comité de Groupe et dans les négociations collectives du Groupe (Mutuelle, Intéressement/Participation, PEGT, PERCO) En effet, le jugement est clair : le Sictame ne peut siéger et ne peut participer aux négociations* ». Ce 'coup de pied de l'âne' n'eut pas l'effet escompté ; le personnel renouvela sa confiance au SICTAME. L'information si obligeamment diffusée par la CFDT se révéla par la suite fautive : le jugement fut frappé d'appel et le SICTAME fut par la suite à nouveau associé aux négociations. A chacun de tirer la morale de cette histoire ...